

deux chefs de file. Aussi a-t-on piétiné sur place et n'a-t-on fait que peu de progrès dans la considération et la décision des multiples problèmes qu'il faut résoudre pour refaire une nouvelle Europe.

* * *

La question la plus importante et qui est loin d'être décidée est celle de la frontière entre l'Allemagne et la France.

Une réunion a lieu, en ce moment à Paris, de délégués de douze millions de français pour persuader aux membres de la Conférence de la Paix l'importance d'en arriver immédiatement à une conclusion de la paix, sans attendre la solution des autres questions soit financières soit territoriales. C'est le Congrès National français.

Il n'y a pas que le peuple des Etats-Unis qui commence à s'émouvoir du retard apporté aux décisions de la Conférence surtout quand ces retards sont en grande partie causés par le désir de mettre en œuvre des théories dont l'efficacité est fort contestable. On estime qu'il est de mauvaise politique de mettre de côté le redressement de torts constatés et le règlement de questions dont l'importance est aussi grande que celles qui ont déterminé la guerre. Par exemple, la Conférence, siégeant depuis près de deux mois n'a encore rien fait pour fixer le status international de l'Allemagne.

A ce sujet le "Temps" de Paris publie un important article sur l'attitude du président Wilson telle qu'indiquée dans son discours de Boston à son arrivée aux Etats-Unis. Le "Temps" non seulement s'objecte à croire que c'est dans les Etats-Unis seulement que les petites nations de l'Europe trouvent une amitié et un appui désintéressés, mais se refuse à accepter son explication du manque de résultats sérieux du travail de la Conférence par la complexité des problèmes qu'elle doit régler.

La France n'a jamais rêvé d'annexion. Elle a seulement demandé le retour de ce qu'on lui a enlevé. La Pologne n'a jamais eu d'ami plus désintéressé et ce n'est pas d'hier que datent ses sympathies actives. C'est en janvier 1917 que furent présentées au monde les réclamations légitimes des tchéco-slovaques sur l'initiative du gouvernement français et ce ne fut pas seulement en théorisant que la France manifesta sa disposition à les aider auprès de ses alliés et de M. Wilson. La France est populaire en Serbie et protesta en 1908 et en 1909 contre l'impérialisme austro-allemand. C'est en France que les yougo-slaves ont trouvé leurs plus fidèles défenseurs. Elle défend même la Russie dont personne ne parle à l'heure présente mais dont il faudra bien s'occuper un jour.

Parlant de la lenteur de la Conférence le "Temps" ajoute: "Il est bien vrai, comme le dit M. Wilson, que chacun des problèmes qu'étudie la Conférence est lié à une infinité d'autres. Il ne s'en suit pas qu'il

faille toucher à chacun d'eux successivement sans en résoudre aucun. Il faut choisir le principal. Quel est-il? En dépit de toutes les objections l'évidence répond: c'est le problème de l'Allemagne. Tâchons d'avoir une idée de ce que doit être l'Allemagne pour qu'elle vive en paix avec le monde et conformément à nos principes et à nos droits. Quand les gouvernements victorieux seront imprégnés de cette idée ils sauront où ils doivent aller et trouveront aisément le chemin à suivre."

Quant à la France elle regarde la question de frontières non pas comme n'ayant qu'un intérêt local mais d'une importance capitale pour la sécurité du reste de l'Europe. Elle assurera la tranquillité future de la Grande Bretagne, et sera indispensable pour la protection de la Belgique et la garantie de l'indépendance hollandaise. C'est l'établissement de la Prusse sur le Rhin après la chute de Napoléon qui permit à l'Allemagne de pénétrer en Alsace-Lorraine. C'est l'acte spoliateur de 1871 qui a inspiré aux allemands l'idée de passer en France en violant la neutralité de la Belgique, et plus tard d'atteindre la Grande Bretagne et les côtes de l'Atlantique.

Dans le programme de la Conférence se trouvent de nombreux sujets d'examen tels que ceux de l'indemnité, la réparation, la démilitarisation de l'Allemagne, la disposition de sa flotte de guerre et de ses sous-marins, mais aucun n'a une importance aussi capitale que celle de la frontière ouest de la Bochie.

* * *

A quoi servirait la demande de réparation s'il fallait laisser les choses en l'état où elles étaient avant la guerre, avec les mêmes dangers pour la civilisation et les mêmes chances pour les barbares? Un rapide regard jeté sur l'étendue des désastres causés par le Boche en France fait comprendre de suite combien on a raison d'insister pour que l'allemand soit mis hors d'état de nuire dans un avenir plus ou moins rapproché.

Un des délégués français aux Etats-Unis a donné récemment un résumé des pertes subies au cours de la guerre. Si l'on ajoute aux 1,400,000 soldats français tués ou morts de leurs blessures le nombre des prisonniers rendus incapables de tout travail, on arrive à un grand total de 2,500,000 hommes perdus pour le pays. Plus de 25,000 usines dans les districts occupés par les boches ont été soit complètement détruites, soit dépouillées de leur outillage. Douze millions de têtes de bétail ont été volées ou détruites et des milliers de milles de bonnes fermes ont été rendues impropres à la culture pour de longues années. Il est impossible d'évaluer justement les pertes en objets d'art pillés ou détruits, les édifices abattus, saccagés ou brûlés. La perte en tonnage maritime est placée à 670,000 tonnes et le coût de la guerre pour la France seule est de près de 160 milliards de francs. La dette